

Le Groupe Indépendant d'Evaluation de la Banque Mondiale (IEG) publie un Rapport évaluant deux décennies de programmes sur le Commerce Mondial

En dépit d'une plus grande ouverture au Commerce mondial, les bénéfices n'ont pas encore été complètement réalisés

Washington, DC – Les 38 milliards de Dollars de la banque mondiale pour le financement des programmes sur le commerce international depuis 1987 ont aidé à ouvrir les marchés, mais n'ont pas été aussi efficaces, comme escompté, pour accroître la croissance économique et les exportations, et réduire la pauvreté. C'est ce que révèle un Rapport publié aujourd'hui par le Groupe Indépendant d'Evaluation (IEG) de cette institution.

Selon le Rapport, les stratégies de la banque mondiale ont été concluantes pour aider les pays en développement à libéraliser leur commerce, mais l'impact sur la création d'emploi et sur la réduction de la pauvreté a été moindre qu'attendu. Si les pays en développement veulent récolter de plus grands gains de la libéralisation du commerce, des investissements et le renforcement des capacités ainsi que des mesures pour amoindrir les conséquences négatives devront accompagner les réformes.

«L'évaluation confirme que libéraliser le commerce seulement ne suffit pas à générer la croissance et à lutter contre la pauvreté» a souligné Vinod Thomas, le Directeur Général de IEG. «La Banque mondiale a eu raison de promouvoir une plus grande ouverture du commerce à travers le monde, mais n'a pas nécessairement fait tout ce qu'il fallait pour aider à générer les résultats désirés.»

L'évaluation recommande que la banque mondiale prête une plus grande attention aux questions de pauvreté et de répartition des revenus, et à l'amoindrissement des chocs associés avec les politiques commerciales.

La banque mondiale, selon Yvonne Tsikata, l'auteur principal de ce Rapport « a été trop optimiste, à propos des gains immédiats et universels d'une plus grande ouverture du commerce mondial. Elle a sous-estimé les contraintes et les complexités du terrain dans la poursuite de ces gains.»

Le rapport «Evaluation de l'Appui de la Banque au Commerce, 1987-2004» analyse la contribution de la Banque à une plus grande ouverture du commerce dans les pays pauvres et fait des recommandations concrètes sur comment accroître les opportunités de commerce pour mieux réduire la pauvreté dans le futur. Entre 1987 et 2004, 8,1% des montants engagés par la Banque (38 milliards de Dollars US) sont allés à 117 pays, pour les aider à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale.

Cette évaluation a été conduite par le Groupe Indépendant d'Évaluation (IEG) de la banque mondiale, un groupe autonome qui rend compte directement aux Administrateurs de l'institution pour évaluer l'efficacité des efforts de développement de la banque mondiale.

«Ce rapport vient à point nommé. C'est la toute première évaluation exhaustive et indépendante de l'appui de la Banque au commerce» a déclaré le professeur David Greenaway, qui a dirigé le groupe consultatif externe de ce rapport, et est directeur du Centre Leverhulme sur la politique économique et la mondialisation de l'université de Nottingham en Grande Bretagne. «Cette reconnaissance que les pays en développement doivent aspirer à une plus grande ouverture des marchés tout en recevant simultanément un appui pour s'ajuster à l'impact sur leurs économies locales est très bienvenu, et constitue une contribution remarquable pour informer les négociations actuelles sur le commerce.»

Globalement, l'évaluation a trouvé que la Banque mondiale était efficace en aidant les pays en développement à libéraliser leurs régimes de commerce. En moyenne, les tarifs ont baissé, la couverture des barrières non tarifaires a diminué, les pénuries de devises ont été réduites, et le taux de change est devenu un instrument plus fiable de la politique commerciale et macroéconomique. Le monde en développement est beaucoup plus ouvert aujourd'hui qu'il ne l'était deux décennies auparavant.

Cependant, ces initiatives commerciales n'ont pas réussi à susciter une dynamique et une augmentation soutenue de la croissance liée aux exportations, spécialement en Afrique. Beaucoup de clients de la Banque en Afrique n'ont pas réussi à diversifier leurs exportations, ce qui les rend encore vulnérables aux chocs causés par les fluctuations des prix des matières premières. À cause du manque de diversification de leurs exportations, beaucoup de ces pays réformateurs n'ont pas réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale et ont même perdu des parts de marchés. Des mesures complémentaires telles que la mise sur pied d'une politique concurrentielle, la réduction des rigidités du marché du travail, et l'amélioration du cadre de régulation, n'ont pas toujours accompagné les mesures de libéralisation du commerce, préconisées par la banque mondiale.

La Banque a aussi souvent encouragé des politiques commerciales spécifiques dans des pays sans évaluation préalable de l'impact que ces politiques pourraient avoir sur les communautés affectées. L'évaluation de IEG a trouvé que rien ne permet de conclure que les plus récentes opérations de la Banque en matière de commerce, ont mieux identifié les potentiels gagnants et perdants, et ont recommandé les ajustements spécifiques appropriés. Entre 1987 et 1995, 31 pour cent des prêts d'ajustements commerciaux ont inclus des compensations ou des mesures compensatoires pour amoindrir les effets des réformes du commerce sur les pauvres; depuis lors 38 pour cent –soit une faible augmentation- des prêts d'ajustements commerciaux comportent de telles mesures.

En même temps, le Rapport souligne la haute qualité des recherches de la Banque sur les questions du commerce international et note le rôle très important joué par l'institution ces dernières années, en plaidant pour un système du commerce mondial plus équitable.

«La vitesse, le volume et la complexité du commerce mondial va continuer de s'accroître» a déclaré Vinod Thomas. «Il faudrait également que cela aille de pair avec l'accroissement du savoir et des capacités de générer et mieux répartir les bénéfices du libre-échange dans le monde, avec plus de justice et d'équité.»

Pour plus d'information, contacter SVP Jim Palmer au (1) 202-262-9823